

Solidarité avec les prisonniers politiques égyptiens face à la machine répressive de Sissi

mercredi 24 juin 2015, par [DAHHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 16 juin 2015).

Une campagne de solidarité internationale a été lancée il y a quelques semaines par des activistes égyptiens avec les prisonniers politiques égyptiens et dénoncer la répression massive et sanglante du régime militaire au pouvoir, présidé par l'ex maréchal Sissi, contre toute forme d'opposition.

En effet depuis l'arrivée au pouvoir de Sissi, en juillet 2013, la machine répressive s'est mise en mouvement de façon extrêmement violente.

Les estimations des conséquences de la répression à ce stade tournent autour de 2 500 morts et 17 000 blessés, quelque 16 000 arrestations, et plus de 1000 condamnations à mort au terme de procès expéditifs.

Il faut notamment ne pas oublier le massacre commis en août 2013 par les services de sécurité contre les membres des Frères musulmans au Caire, causant la mort de plus de 1 000 manifestants, ou encore l'assassinat par un policier, au cours d'une manifestation pour les 4 ans de la révolution, en janvier 2015, de la militante de la gauche révolutionnaire Shaimaa el-Sabbagh.

Les prisonniers politiques sont aujourd'hui plus de 40 000 dans tout le pays. Le régime a condamné à mort des centaines de membres du mouvement islamiste des Frères musulmans, y compris l'ancien président Morsi, sans parler des milliers d'entre eux qui sont détenus.

La nature contre révolutionnaire et réactionnaire du mouvement des Frères musulmans, comme on a pu le constater lors de leur période au pouvoir et depuis le début du processus révolutionnaire en Egypte avec une alliance quasi totale avec le leadership militaire, qui le réprime depuis juillet 2013, contre les autres composantes démocratiques et de gauche, ne doit en aucun cas nous arrêter de défendre les droits démocratiques de toutes et tous, y compris des membres du mouvement islamiste, dans le cas contraire nous retrouverions dans le camp de l'oppresseur.

Les militants démocrates et de gauche n'ont pas été épargnés. Ainsi, plusieurs figures de la révolution comme Mahiennour Al Masry et Youssef Chaaban, membres des socialistes révolutionnaires, l'activiste Alaa Abdel Fattah, ou encore des leaders du mouvement du 6 avril, organisation de jeunes révolutionnaires, ont été victimes de la répression. De plus, le mouvement « Liberté pour les courageux », qui lutte contre les arrestations de militants, a recensé 163 disparitions depuis avril 2015, pour la plupart des militant-es de gauche et démocrates. On a retrouvé la trace de la plupart des interpellés, mais 66 restent introuvables. Dans le passé, tous ses activistes s'étaient battus contre les politiques autoritaires et antisociales, que ce soit sous le régime Moubarak, ou sous celui des Frères Musulmans.

Des milliers de militants révolutionnaires, laïcs, athées, démocrates ou syndicalistes, sont emprisonnés, réprimés ou poussés à l'exil. La censure de la presse est également imposée : toute critique du régime des militaires est impossible. Les manifestations sont quasi interdites, tandis que le droit de grève est étranglé. Le régime discute aussi de mettre hors la loi les syndicats

indépendants, et interdit la grève aux employés de l'État...

Le régime n'a pas hésité à dissoudre le club de supporters de foot des « Ultra », qui avait joué un rôle important dans le processus révolutionnaire, en décrétant qu'il s'agit d'une organisation terroriste. Le « Mouvement du 6 avril » est menacé d'être désigné comme groupe terroriste, tandis que les « Socialistes révolutionnaires » sont accusés de conspirer avec des forces étrangères pour semer le chaos dans les rues égyptiennes.

Cette répression massive a reçu l'appui déterminé des monarchies réactionnaires de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. L'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats Arabes Unis ont d'ailleurs annoncé en Mars dernier des aides cumulées de 12 milliards de dollars, sous forme d'investissements pour l'économie égyptienne et d'aides au développement, et dont trois milliards seront déposés à la Banque centrale lors d'une conférence économique internationale, avec la présence de représentants de plus de 100 pays et 25 groupes ou organismes internationaux, organisée par le régime égyptien dans la station balnéaire de Charm el-Cheikh pour attirer les investisseurs étrangers.

De leurs côtés, les gouvernements occidentaux ne se préoccupent guère des violations des droits démocratiques en Egypte, tout en autorisant toujours la vente d'armes et de technologies de surveillance au régime de Sissi. Par exemple les relations avec le régime autoritaire de Sissi en Egypte se sont normalisées rapidement ces derniers mois suivant l'accord commercial conclu entre le gouvernement français et le régime égyptien concernant la vente des avions militaires Rafale, en plus d'autres contrats conclus par différentes sociétés françaises avec le régime égyptien. C'est sans oublier la récente visite de Sissi à la chancelière allemande Merkel qui préfère les intérêts des hommes d'affaires allemands à la défense des droits démocratiques. Lors de la visite en Allemagne, Sissi a en effet signé un contrat de 9 milliards de dollars avec la société allemande Siemens, la plus grande commande de l'histoire de la société, pour fournir l'Egypte avec de nouvelles centrales gaz-vapeur et l'énergie éolienne,

Les Etats Unis de leurs côtés ont finalement annoncé mi avril le dégel de la dernière enveloppe de 650 millions de dollars pour le régime égyptien qui avait été bloqué après la destitution de Morsi et conditionnée par des réformes démocratiques. Cette enveloppe fait partie des 1,5 milliards de dollars d'aide au régime égyptien alloué chaque année par les Etats Unis, dont 1,3 milliard en assistance militaire. Cela s'ajoute aux hélicoptères de guerre Apache livrés récemment pour soutenir Le Caire dans sa lutte contre les jihadistes dans le Sinai. Ils ont annoncé aussi que l'aide annuel pour l'année 2016 sera délivré sans aucun changement.

Face à ce constat, les organisateurs des actions de protestation à l'échelle internationale demandent, en collaboration avec les militants égyptiens, la fin de la répression des manifestations en Egypte, la libération des prisonniers politiques, des procès équitables pour toutes et tous, l'arrêt de la torture et des exécutions arbitraires. En plus de cela, il nous faut montrer notre solidarité avec les prisonniers politiques en Egypte et apporter notre soutien à toutes celles et tous ceux qui luttent pour les objectifs originaux de la révolution : « pain, liberté et justice sociale » comme scandaient les manifestant-es en 2011 sur Tahrir.

P.-S.

Ce texte a été publié sur

<https://syriafreedomforever.wordpress.com/2015/06/16/solidarite-avec-les-prisonniers-politiques-egyptiens-face-a-la-machine-repressive-de-sissi/>

Une version courte a été publiée dans le journal le Courrier :

http://www.lecourrier.ch/130698/solidarite_avec_les_prisonniers_politiques_egyptiens

Un tract d'appel à un rassemblement est en ligne sur

<http://www.solidarites.ch/geneve/international/885-18-06-2015-manif-egypte>